



Le sénateur Obama s'adressant à l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC).

Les Etats-Unis et la paix au Proche-Orient

Le candidat Obama et la question de Jérusalem

En 1967, Israël déclare Jérusalem unifiée capitale éternelle et indivisible. Toutefois, la quasi-totalité des États maintiennent, jusqu'à ce jour, leurs ambassades à Tel-Aviv.

Pour les parties en présence, le statut de la ville reste une question clé de la résolution du conflit israélo-palestinien.

Déclarations relatives Jérusalem

4 juin 2008 : déclaration d'Obama devant l'AIPAC

«Jérusalem restera la capitale d'Israël, et elle doit demeurer **indivisible**».

4 juin 2008 : précisions d'un proche d'Obama

« [Jérusalem] est une question relevant du statut final [des relations israélo-palestiniennes], qui doit donc faire l'objet de négociations entre les deux parties », dans le cadre « d'un accord acceptable par les uns et par les autres ».

- Le porte-parole de Barack Obama, anonyme et autorisé, précise au *Jerusalem Post* que le candidat démocrate n'a pas voulu rejeter l'éventualité d'une souveraineté palestinienne sur une partie de Jérusalem-Est, dans le cadre d'un accord de paix. Il se refuse à exclure, rapporte le journal, la possibilité que la ville soit également la capitale d'un État palestinien, ou que la souveraineté palestinienne s'exerce des quartiers de Jérusalem.

6 juin, 2008 : Obama sur CNN

«C'est évidemment aux parties qu'il revient de négocier sur toute une série de sujets, et Jérusalem fera partie de ces sujets». Il souligne cependant qu'il reste **opposé à une division de la ville** et rappelle qu'Israël a des droits légitimes sur Jérusalem.

- Selon les propos de Daniel Kurtzer, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Israël et conseiller de Barack Obama, le candidat a «mal utilisé» un des «termes codés» de la diplomatie internationale au sujet de Jérusalem. Le rejet d'une «**Jérusalem divisée**» est, dans son esprit, le rejet de la situation d'avant 1967 «avec des barbelés, des champs de mines et des zones démilitarisées».

Le transfert de l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem

Une décision du Congrès (1995) prévoit que le transfert à Jérusalem doit se faire en 1999 au plus tard mais, que le président des Etats-Unis peut ordonner le report de cette mesure si les intérêts stratégiques du pays l'exigent. Depuis lors, le président fait savoir tous les six mois, dans une lettre au Congrès, que le report est nécessaire.

- Barack Obama** déclare qu'il envisagera le transfert quand Israël et les Palestiniens seront proches d'un accord sur l'avenir de la ville.
- John McCain**, quant à lui, annonce que le transfert se fera «immédiatement», le candidat républicain ajoutant qu'il défend cette mesure «depuis des années». Observons que telle était aussi la position du président George Bush.

Source : *L'Arche* n°605 (octobre 2008).